

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 CARCASSONNE

CARCASSONNE, le 22 janvier 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SILOS ARTERRIS Loudes**

ARTERRIS  
Loudes  
11451 Castelnaudary

Références : 2024-010  
Code AIOT : 0006600079

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2023 dans l'établissement SILOS ARTERRIS Loudes implanté Loudes Cedex 11451 Castelnaudary. L'inspection a été annoncée le 22/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette est diligentée afin d'observer les actions mises en place à l'issue de la dernière visite d'inspection.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SILOS ARTERRIS Loudes
- Loudes Cedex 11451 Castelnaudary
- Code AIOT : 0006600079
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le groupe Coopératif ARTERRIS exploite sur le site de Loudes à Castelnaudary, un complexe céréalier comprenant une diversité d'activités dont :

- Stockage de céréales
- fabrication et stockage de semences
- Séchoirs à céréales Séchoirs à semences
- Fabrication d'aliment pour bétail
- Stockage d'engrais, dont des ammonitrates
- Stockage de produits de traitement

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

La visite d'inspection est diligentée dans l'objectif de faire le point sur les constats relevés lors de la visite précédente.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Classement n° 1510	Arrêté Préfectoral du 29/07/2020, article 1.2.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 4	/	Sans objet
3	Organisation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
4	Entretien / Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 8.4.2	/	Sans objet
5	Permis de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
6	Installations Électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
7	Asservissements	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
8	Propreté	Arrêté Préfectoral du 12/02/2005, article 71.3	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant a fait évoluer son organisation afin d'avoir une meilleure visibilité des actions engagées sur le site.

Au jour de la visite d'inspection, le site est propre et les équipements de sécurité (porte isolantes) fonctionnelles.

L'inspection note l'investissement de l'exploitant dans la prise en compte des constats relevés lors de la précédente visite.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement n° 1510

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/07/2020, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Prise en compte IPD
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique n° 1510 : <ul style="list-style-type: none"><li>- 228141 m<sup>3</sup></li><li>- Quantité de matière combustible</li><li>- Identification des IPD</li><li>- Quid de la rubrique n° 1511 - Incluse dans la n° 1510</li></ul>
<b>Constats :</b> Suivi de l'action n° 1510 concernant la zone "Entrepôt" sur le constat précédemment émis : "L'exploitant doit produire un bilan de conformité exhaustif sur l'activité ICPE identifiée sous le numéro de rubrique n° 1510 afin d'apprécier la situation réglementaire dans son ensemble de cette activité." Des actions ont été mises en place pour rectifier certaines dérives et pérenniser l'organisation. L'exploitant ne dispose pas, au jour de la visite, d'un bilan de situation exhaustif sur l'activité ICPE identifiée sous la rubrique n° 1510.  Action retenue : (1 mois) L'exploitant doit produire un bilan de conformité exhaustif sur l'activité ICPE identifiée sous le numéro de rubrique n° 1510 afin d'apprécier la situation réglementaire dans son ensemble de cette activité. Le cas échéant, un échéancier d'action est à produire. Situation nécessitant un suivi.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bureaux de quai
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A l'exception des bureaux dits "de quais" destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120. Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 °C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a confirmé que le personnel présent dans le bureau accolé à l'entrepôt à vocation à se déplacer à l'intérieur de l'entrepôt : ce bureau est donc assimilé à des bureaux de quai. Des EPI sont disponibles pour chacune des deux personnes présentes le jour de la visite. L'inspection a relevé que la porte d'entrée de ce bureau qui donne vers l'extérieur ne comporte pas de dispositif anti-panique et qu'elle s'ouvre vers l'intérieur.</p> <p><b>Action retenue :</b></p> <p>Au regard des explications produites par l'exploitant, l'inspection prend note du classement "bureau de quai". Le sens de montage de la porte d'entrée du bureau de quai est à vérifié au regard de la réglementation sur la protection des travailleurs afin de garantir en cas de nécessité une évacuation rapide du personnel présent.</p> <p>L'inspection n'a pas retenue de suivi particulier.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Responsable nommé
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement.</p> <p>Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé.</p> <p>Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un nouvel organigramme permettant d'identifier les fonctions, les personnes et les liens hiérarchiques : les fiches de poste correspondantes décrivent des responsabilités transverses. Ensuite, le personnel suit une formation adaptée au poste qui lui est confié.</p> <p>Cependant, le lien entre mission confiée et compétence/formation sur le poste occupé n'est pas confirmé par un document de type "fiche d'habilitation".</p> <p>Documents observés : (sur un exemple)</p> <p>saisonniers CARISTE --&gt; livret d'accueil --&gt; formation en salle + 3 films --&gt; formation sur le poste de travail confié --&gt; attestation de formation sur le poste de travail</p> <p>==&gt; absence de document type "habilitation nominative" attestant la capacité de l'agent à occuper les fonctions et responsabilités confiées.</p> <p>Action retenue : (3 mois)</p> <p>L'exploitant est invité à compléter son dispositif de recrutement par un document attestant de la capacité de l'agent à occuper les fonctions et responsabilités confiées afin de maîtriser la compétence des agents sur des postes à enjeux sécuritaire et permettre un contrôle des recrutements et mutations internes.</p> <p>Ce point pourra faire l'objet d'un suivi lors d'une prochaine visite.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 8.4.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Règles d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 8.4.2 :</p> <p>A la fin de la campagne de séchage ou avant la mise en route du séchoir, il doit être procédé à un nettoyage soigné de la colonne sécheuse et de ses accessoires (systèmes de dépoussiérages, caissons d'air, fourreaux, parois chaudes ...).</p> <p>Ces opérations sont renouvelées chaque fois que cela est nécessaire notamment pendant la campagne de séchage, et si nécessaire lors d'un changement de produits à sécher, notamment les oléagineux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le nettoyage de partie verticale et des supports de canalisations est effectif.</p> <p>La bâche plastique, source d'accumulation de poussières, a été définitivement retirée.</p> <p>Présence au sol de témoins d'empoussièrement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Permis de feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Zones à risques : Interdiction de fumer Travaux = permis de feu
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté une liste des agents ayant suivi une formation "risque silo/permis feu". Le support de formation "risques incendie explosion silo - travaux par point chaud - permis feu" a été présenté. Les derniers permis feu ont été présentés. L'exploitant fait part d'une prochaine évolution dans la trame "permis feu" afin de tenir compte des observations émises par le terrain. Rappel auprès des agents (mail du 29/09/2022) désignés pour délivrer un permis feu de sa consistance : <ul style="list-style-type: none"> <li>- avant de faire un permis feu, réaliser une réflexion amenant à une analyse du risque</li> <li>- protections nécessaires</li> <li>- suivi du chantier et vigilance.</li> </ul> Des instructions sont rappelées sur le support permis feu, dont : <ul style="list-style-type: none"> <li>- nettoyage préalable</li> <li>- protection des parties combustibles</li> <li>- retrait des liquides inflammables</li> <li>- identification de tous les orifices</li> <li>- protection du chantier contre les projections de particules incandescentes</li> <li>- présence d'un extincteur</li> <li>- une ronde effectuée entre 1 à 2 heures après la fin des travaux.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail.</p> <p>Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.</p> <p>Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.</p> <p>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre. Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;</li> <li>• ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum des deux tiers de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75 °C. L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel.</li> </ul> <p>Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li> <li>• l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;</li> </ul> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> Le dernier rapport de vérification des installations électriques réalisé par le bureau de contrôle DEKRA date de décembre 2022 : Aucune observation n'est relevée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Double asservissement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement</p> <p><b>Constats :</b> Les interventions sur les équipements font au préalable l'objet d'un bordereau de travail.  L'exploitant a mis en place à une fréquence régulière - à minima mensuelle -, des réunions bilan qui lui permettent de faire le point sur les interventions du service maintenance SIM : un tableur excel permet de suivre les actions en cours.  La vérification de l'efficacité de l'aspiration ne fait pas l'objet d'une traçabilité.  Les réglages des volets sur le réseau d'aspiration permettant d'ajuster la puissance de l'aspiration en fonction de la matière ne sont pas en place.</p> <p>Action retenue : (3 mois)  L'exploitant doit compléter ses documents de suivi et vérifications par :  - la mise en place de la traçabilité, de la vérification et de l'efficacité de l'aspiration,  - la vérification du réglage des volet d'aspiration sur le réseau d'aspiration,  - la mise en place de la traçabilité de la bonne vérification du réglage des volets d'aspiration.</p> <p>Ce point pourra être vérifié à l'occasion d'une prochaine visite d'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/02/2005, article 7.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage / témoins / procédure
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Étude de dangers C4 (p.171)  De plus, des témoins d'empoussièrément ont été apposés (croix de couleur au sol d'une dimension de 50 cm x 50 cm) aux emplacements définis par la réglementation.  Le nettoyage est obligatoire lorsque ces témoins ne sont plus visibles.</p> <p>AM du 29/03/2004 (modifié 23 février 2007) – Art.13  Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation.  Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.  Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration.  Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.  Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p>
<p><b>Constats :</b>  La partie visitée, silos de stockage semences, était propre (sols et parois) et la présence de témoins d'empoussiérage présents sur les sols.  Une partie verticale a été débarrassée d'une bâche.  L'exploitant précise que pour cette partie "semence" et suite à la précédente visite qui a mis en évidence des zones oubliées, une consigne et un registre de nettoyage sont en cours de rédaction.  Un nettoyage complémentaire reste à finaliser dans certains coffrets et toutes une série de câbles déconnectés sont à retirés pour ne pas constituer d'erreur d'identification et de source d'accumulation de poussières.  Cette évolution pourra être observée à l'occasion d'une prochaine visite.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet